



SSF  
SCUTUM SECURITY FIRST

N°13

Décembre  
2016

# Lettre d'Iran

Edito

## Brouillard, éclairs et éclaircies

Pour l'Iran, décembre est chargé d'incertitudes.

L'élection aux Etats-Unis de Donald Trump a ouvert une période de troubles. L'arrivée au pouvoir du milliardaire est à la fois dénoncée par les durs du régime, qui y voient le symbole d'une Amérique «arrogante», ainsi que par le camp modéré, qui n'a pas apprécié certaines sélections dans le futur gouvernement américain telles que celles de James Mattis à la Défense (ancien général à la défiance assumée vis-à-vis de l'Iran) ou encore Mike Pompeo à la tête de la CIA, « faucon » opposé à l'accord sur le nucléaire. Sur ce dernier point, le gouvernement, le Guide et les Gardiens de la Révolution ont prévenu que si Washington tuait l'accord, les conséquences seraient lourdes.

Signe de perplexité, Hassan Rohani, Mohammad Javad Zarif et divers responsables pasdarans jouent pour l'heure la carte de la prudence face au manque de visibilité. Ces derniers préfèrent attendre que la situation s'éclaircisse, avec notamment le dévoilement à venir des plans du prochain locataire de la Maison Blanche.

En nommant Rex Tillerson, PDG d'ExxonMobil, à la tête de la diplomatie américaine, Donald Trump s'est offert les services d'un homme proche des sphères du pouvoir des pays producteurs de pétrole, Russie en tête. Aussi, dans le futur, une convergence limitée avec Moscou n'est pas exclue, Poutine pourrait alors servir de « go-between » avec l'Iran.

Dans cette période floue, le régime iranien peut néanmoins compter sur une victoire : le compromis de l'OPEP. Le texte autorise en effet une augmentation de la production iranienne avec un cours revigoré, soit pour le camp Rohani une véritable bouffée d'oxygène à quelques mois de l'élection présidentielle.

## L'accord nucléaire (JCPOA) en sursis ?

La question sera posée lors des réunions de la commission de suivi des 5+1 (les 5 membres du Conseil de sécurité de l'ONU et l'Allemagne). Un réquisitoire sera présenté par Téhéran pour reconnaître officiellement que l'Amérique a violé unilatéralement le JCPOA.

Si le constat est officialisé, les Iraniens sommeront les autres de choisir. Parmi diverses hypothèses, face à un unilatéralisme américain, le soutien de la Chine et de la Russie et un refus de l'Europe de revenir au statu quo ante placeront le nouveau locataire de la Maison Blanche (qui n'aime guère les Chinois mais souhaite un modus vivendi avec Moscou) dans une situation inconfortable. Un comité ad hoc a été créé au parlement iranien et un autre a été présidé par Rohani pour instruire le « procès » de l'Amérique et préparer un 'plan B' en cas de décès du JCPOA que Rohani veut éviter.

Les deux principaux griefs sont, d'une part, les pressions américaines sur les banques européennes que Kerry persiste à nier, alors même qu'il a été contredit officiellement par l'Office of Foreign Assets Control (OFAC), confirmant qu'il n'y avait pas de ligne unique. L'élection de Trump électrise les ultras du Congrès qui pressent pour l'introduction de nouvelles sanctions.

D'autre part, est reproché par les Iraniens le renouvellement pour 10 ans de l'Iran Sanctions Act. Cette action, décrite par Washington comme un « clean renewal », est présentée par plusieurs responsables iraniens comme une violation du JCPOA. Les projets de textes visant à interdire la vente d'avions Boeing et Airbus constitueraient une autre violation. Si les ultras dénoncent la duplicité américaine et menacent de représailles, le gouvernement affiche une ligne ferme et prudente. Dans ce cadre, Téhéran est prêt à relancer son programme nucléaire tout en respectant ses obligations. L'Iran renforcera également ses liens européens (discussions sur l'ouverture d'un bureau de l'UE à Téhéran) ainsi que son axe Russie/Chine.

Quelques rayons de soleil tranchent sur ce paysage assombri : d'une part Airbus a obtenu sa seconde licence de l'OFAC et d'autre part, l'accord de principe conclu par Total est un signal fort. L'Iran peut également compter sur le compromis obtenu à l'OPEP et se targuer des succès militaires obtenus par les forces appuyées par Téhéran en Irak et le maintien en place du régime de Damas grâce aux frappes russes.

## Scène politique

Les présidentielles de mai 2017 s'annoncent difficiles pour les conservateurs qui ne parviennent pas à se mettre d'accord sur un candidat crédible. Ces derniers se trouvent marginalisés par l'axe Rohani/Ali Larijani, lequel s'est renforcé le 1<sup>er</sup> novembre avec l'approbation de 3 nouveaux ministres : Fakhreddin Ahmadi-Danesh-Ashtiani en tant que ministre de l'Education, Masoud Soltanifar comme ministre de la Jeunesse et des Sports ainsi que Reza Salehi Amiri qui prend la tête du ministère de la Culture et de l'Orientation islamique.

Le compromis adopté le 30 novembre par les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a été célébré au Majlis comme une victoire de Rohani. Le président a pu présenter un budget moins tendu grâce à la montée des cours du baril, ce qui n'a pas plu aux plus « durs » qui ont riposté sur plusieurs fronts : dénonciation des « infiltrations » américaines, accusations de « complots » ourdis par les doubles-nationaux (Américains, Européens/Iraniens) en détention ou occupant des postes dans l'administration, harcèlement de journalistes et militants, etc. En accusant le chef du pouvoir judiciaire (le très ultra Sadegh Larijani) de détourner sur des comptes privés

des fonds appartenant à son administration, les modérés ont tiré un missile politique. La riposte n'a pas tardé avec, dès le 26 novembre, la tentative d'arrestation du député Mahmoud Saleghi qui a mis en cause Sadegh Larijani. L'interpellation a échoué en raison de l'intervention d'Ali Larijani, son frère, président du Majlis.

A la fin du mois, des rumeurs ont prétendu que la Cour suprême avait annulé la condamnation à mort de Babak Zanjani, le corrompu qui avait refusé de rapatrier l'argent qu'il avait détourné des recettes de pétrole iranien sous Ahmadinejad et qui n'avait pas livré ses complices haut placés. L'incertitude plane sur son sort. S'il ne parle pas, les ultras seront soulagés.

Total a conclu le 8 novembre un accord de principe sur le futur contrat de la tranche 11 de South Pars avec la participation du groupe chinois Sinopec et de Petropars. Mais il est apparu que les pasdarans voulaient conserver leur « part du gâteau » et ce, en devant également faire face aux intérêts du Guide (conglomérat Setad/Eiko).

## Opportunités d'affaires

Le Centre français du patrimoine culturel immatériel (CFPCI) et le Centre franco-iranien ont organisé le 6 décembre - avec le soutien de l'Équipe Cousteau (anciennement « Fondation Cousteau ») - une rencontre sur l'environnement coprésidée par Suez Environnement. La présence de plusieurs collectivités locales de la province du Sistan-et-Balouchistan engagées dans des chantiers prioritaires (eau, tri sélectif des déchets, etc.) révèle des opportunités pour les entreprises françaises attendues sur place. Une nouvelle rencontre est prévue dans 6 à 7 mois, avec davantage de collectivités locales.

La délégation de responsables agroalimentaires conduite en Iran (14-17 novembre) par Hervé Morin, président du conseil régional de Normandie, a confirmé une demande significative en bovins pour le marché intérieur comme pour des exportations iraniennes vers des marchés tiers

(350 immédiatement, 20 000 à terme). L'expédition devrait se faire par avion-cargo. La pénurie en bovins de qualité est un des exemples de besoins où les éleveurs français et leurs organisations ont une place à prendre. Il ne s'agit pas d'un cas unique dans ce secteur.

La rencontre « Iran Hotel & Tourism Investment Conference », organisée par Bench Events, se tiendra les 7 et 8 février 2017 au Parsian Evin Hotel de Téhéran. Les besoins iraniens en infrastructures hôtelières sont considérables pour faire face au boom touristique.

Le thème des financements export et de projets est une priorité. The « Iran Trade & Export Finance Conference », organisée par Global Trade Review, aura lieu le 8 février 2017 à l'Espinass Palace Hotel de la capitale iranienne.

## Menace terroriste

Le vice-ministre iranien de l'Intérieur chargé des affaires de sécurité, Hossein Zolfaqari, a annoncé début décembre que 3 terroristes supposés avaient été interpellés alors qu'ils tentaient de s'infiltrer en Iran depuis « l'ouest du pays ».

Hossein Zolfaqari avait précédemment indiqué que les forces de sécurité iraniennes avaient démantelé une cellule terroriste dans la soirée du 21 novembre « dans l'est du pays ».

Un membre du groupe, composé de 4 personnes, avait été tué tandis que les 3 autres étaient arrêtés. Des explosifs avaient par ailleurs été saisis lors de l'opération.

Parallèlement, les autorités iraniennes avaient fait part de la « neutralisation » d'un responsable de l'« Etat islamique » (EI), Abou Aïcha al-Kurdi, « à la frontière » alors qu'il tentait de gagner Téhéran.

Mi-novembre, les forces de sécurité avaient saisi quelque 2 tonnes d'explosifs à Qamsar (province d'Ispahan) lors d'une opération ciblant une cellule de l'EI prévoyant, selon les autorités, de commettre des attentats dans au moins 10 endroits à travers le pays après « l'arrivée sur le territoire national du chef de la branche militaire de l'EI en Iran ».

Dans ce contexte, le ministre iranien du Renseignement, Mahmoud Alavi, a réaffirmé fin novembre que les forces de sécurité étaient totalement prêtes à repérer et à

affronter tous les kamikazes et terroristes qui chercheraient à mener des attentats en Iran.

Nous rappelons que, outre Téhéran et les grands centres urbains, les provinces iraniennes suivantes sont les plus exposées à la menace terroriste compte tenu de leur emplacement géographique :

- provinces frontalières de l'Irak (du nord au sud) : Azerbaïdjan-e-Qarbi (Azerbaïdjan occidental), Kordestan, Kermanshah, Ilam, Khuzestan ;

- provinces frontalières de l'Afghanistan (du nord au sud) : Khorasan-e-Razavi, Khorasane Jonubi (Khorasan méridional), Sistan-et-Baloutchistan.

Les provinces à fortes minorités sunnites du Khouzistan (ouest) et du Sistan-et-Baloutchistan (sud-est) sont ainsi régulièrement secouées par des attaques et attentats attribués à des groupes armés sunnites, dont le Mouvement arabe de lutte pour la libération de l'Ahvaz (ASMLA), le Joundallah (« Soldats de Dieu ») et le Jaish al-Adl (« Armée de la justice »).

La présence de groupes sunnites terroristes est également rapportée le long de la frontière pakistano-iranienne alors que la rébellion kurde est active dans les zones frontalières de la Turquie.

**Rédacteur en chef :** Michel Makinsky

**Rédacteur associé :** Antoine Escoda

**Directeur de la publication :** Pierre-Jacques Costedoat

✉ [ssf-iran@securite-sf.com](mailto:ssf-iran@securite-sf.com)



14 rue Magellan  
75008 Paris  
FRANCE

Créée en 2000, **Scutum Security First (SSF)** est une société spécialisée dans la **prévention** et la **gestion des risques à l'international**. Elle constitue la référence en matière d'informations « sûreté et sécurité ». S'appuyant sur un **réseau mondial de correspondants**, SSF offre aux entreprises des solutions globales qui incluent notamment l'assistance aux personnels expatriés et aux voyageurs. Parce que chaque situation est particulière, parce que chacun de nos clients a des besoins spécifiques, qui tiennent à son activité, à l'environnement dans lequel il évolue, à ses personnels, SSF a développé une offre étendue de **produits d'information**. Au quotidien, les experts et les équipes opérationnelles de SSF vous alertent en temps réel, en français et en anglais, sur les risques encourus par vos collaborateurs dans le pays où ils sont expatriés ou en déplacement.



[www.securite-sf.com](http://www.securite-sf.com)



[contact@securite-sf.com](mailto:contact@securite-sf.com)



+33 1 55 57 16 10



L'analyse des risques, les analyses spécifiques sur une région, autour d'un projet, ou sur une thématique transverse, les suivis de situation et les notes de prospective sont quotidiennement réalisés à la demande des entreprises qui nous font confiance. SSF diffuse également une **synthèse mensuelle sur les pays à risque**, une **note mensuelle sur l'Algérie** et **trois autres lettres spécialisées**, sur la **Chine** ([www.lalettredechine.com](http://www.lalettredechine.com)), l'**Inde** et la zone **Afrique du Nord Moyen-Orient** (disponibles sur [www.securite-sf.com](http://www.securite-sf.com)).

Lettre d'Iran - ISSN : 2431-5524

SSF est une filiale du Groupe

